

PARTIE NON OFFICIELLE

Papeete, le 20 aout 1880.

Le 1er aout par la population française à S. M. Pommere V et aux chefs, à l'occasion de l'annexion de Tahiti à la France, a eu lieu dans la soirée et la nuit des 17-18 du courant, au Palais-Royal même, décoré et illuminé pour la circonstance d'une façon vraiment théâtrique.

Le Commandant des Établissements et l'Amiral commandant en chef la Division navale du Pacifique, entourés des principaux officiers et fonctionnaires sous leurs ordres, ainsi que des commissaires de la fute, se sont rendus chez le Roi pour l'accompagner à son entrée dans la salle du bal.

Le cortège a été accueilli par l'air national, joué par la musique de la *Fidjivézé*, et les vives sympathies des personnes présentes.

La réunion était fort brillante et très-animée.

Les toilettes des dames étaient remarquables par le bon goût, la magnificence, ainsi que par la grâce et la distinction avec lesquelles elles étaient portées.

Les danses, commencées vers deux heures du soir, interrompues entre minuit et une heure afin de faire honneur à une grande et savoureuse collation, ont duré jusqu'à une heure du matin.

La musique de la *Fidjivézé* et notre fanfare locale, qui était libre de lui donner la réplique, ont réalisés de véritables débats et d'énergiques pour satisfaire ou soutenir l'ardeur des danseurs.

COMMISSION DE REVISION DES TAXES LOCALES

Séance du 10 juillet 1880.

PRÉSIDENCE DE M. LANGONNIN PERE.

L'an mil huit cent quatre-vingt-un et le seize juillet, à deux heures de réveil, la commission de révision des taxes locales s'est réunie en séance ouverte, où étaient présents :

M. A. Martel, Côte, Chauvelot, Gouffin, Germain, H. Langonnin, Langonnin fils, Léonard, Leosthe, Malmezzo, Nanson, Martin, M. Peyronny, Pison, Beauvry, Pison, Beauvry fils, Van der Venne, G. Vincent.

Abstentions : MM. Béchet, Meudt, Pocci, Van der Venne, G. Vincent.

Abstentions sans excuse : MM. Afatata, Artigues, Lévy, Pâtre, Rauxel, Rollin, Ed. Vincent.

Le président a déclaré la séance ouverte et donne connaissance de la liste des personnes qui étaient présentes.

Il a dit, de plus, à la commission du Chef de la colonie la résolution prise par la majorité de la commission à la dernière séance, de renvoyer à ce jour l'examen de la proposition de M. Gustave Vincent tendant à la dissolution de notre assemblée, et suspendre provisoirement nos travaux.

M. le Commissaire des Finances a fait savoir qu'il n'y avait pas d'obstacle à la continuation de la séance qui nous est réservée un double intérêt, en premier lieu, celle de ne pas perdre un temps précieux, le conseil colonial ne devant pas être retardé au moins six semaines, et ensuite le profit à tirer d'une émission des mœurs et usages parlementaires avec lesquels les résidents antérieurement n'étaient pas familiarisés.

De plus, il faut essentiellement à ce que, aussi qu'il a exprimé la nécessité dans le programme, que le résultat de nos réunions aux taxans soit nécessairement le produit de recettes établi sur les bases des intérêts rompus par la commission.

Puis M. le président donne lecture d'une lettre de M. le Directeur de l'intérieur transmettant une pétition d'un sieur Lemalieu, boulanger au sujet d'une demande d'assistance et d'indemnité de sa part.

Ensuite il donne lecture d'une lettre de M. le Commandant Commissaire de la République assurant la nomination, comme membre de la commission des taxes, de MM. Gouffin et Germain, en remplacement de MM. Gouffin et Bihaut.

Ces diverses lectures faites, le secrétaire, M. de Lestra, lit le procès-verbal de la séance du 10 juillet.

M. Chauvelot fait remarquer que dans le précédent récit du 3 ce n'eût pas d'une manière définitive été fait mention de la séance du 10 juillet, alors que la séance du 10 juillet a été la dernière séance.

Le président dit qu'en effet cette dernière a été faite, mais que la huitième toutefois le 11, c'est-à-dire la veille des ordonnances du courrier, il avait été décidé que la nouvelle réunion n'aurait lieu que le 12. Il ajoute que par suite de circonstances exceptionnelles, le courrier n'avait parti que le 13, et s'explique facilement l'absence de deux membres à cette séance.

Il assure que l'ordre du jour appelle la discussion sur la proposition de G. Vincent.

M. Marion à la parole, et expose que si le conseil colonial, constitué par arrêté du 10 juillet, était délibéré au sein d'une assemblée, il voterait la taxation des terrains, mais il n'est rien à ce sujet qu'il ait été décidé.

Ensuite il donne lecture d'une autre pétition de M. le Commandant Commissaire des taxes, de MM. Gouffin et Germain, en remplacement de MM. Gouffin et Bihaut.

Ces diverses lectures faites, le secrétaire, M. de Lestra, lit le procès-verbal de la séance faite jusqu'au 10 juillet. Il y a ici une réunion de trente personnes intelligentes qui sont un travail préparatoire à ceux-mêmes et à leurs concitoyens.

M. de Lestra dit que depuis que Tahiti est française, il n'a plus, comme par le passé, une partie de la gestion des affaires locales du pays; il n'a pas de personnel, si ce n'est contre la paix, mais il a des responsabilités qui doivent être assurées, et il a donc été obligé de faire, pour l'étude et l'application, de l'administration, de l'administration, au moins, une partie de ses fonctions. Comment son honorable collègue M. Chauvelot, il devrait voir la continuation des travaux dans l'intérêt du pays. Le conseil colonial essentiellement il est que provisoire, et ce provisoire restera nécessaire lorsque les membres qui le composent auront donné la preuve de leur science et leur énergie. Quoique nous pensons que les mandats feront partie de ce conseil, M. de Lestra a la pensée que plusieurs d'entre eux devront être nommés pour servir dans ce conseil. Les français seraient pour les mandants la preuve de la capacité des mandataires. Il restera au rejet de la proposition G. Vincent.

M. de Peyronny, assez long, constate la proposition de dissolution de la commission; il a cependant mis en évidence la nécessité de l'adoption du précédent récit; aussi demandé-t-il aux membres de la commission de se prononcer sur la question de la dissolution de la commission.

Le président, qui a entendu plusieurs des habitants de l'assemblée se plaindre de leur participation aux élections, a déclaré que les élections avaient été organisées de la meilleure manière possible, et que les résultats étaient corrects.

Il a également fait observer que les élections avaient été organisées de la meilleure manière possible, et que les résultats étaient corrects.

Il a également fait observer que les élections avaient été organisées de la meilleure manière possible, et que les résultats étaient corrects.

Il a également fait observer que les élections avaient été organisées de la meilleure manière possible, et que les résultats étaient corrects.

Personne ne présente plus la parole, M. le président met aux voix la proposition de M. G. Vincent, qui est repoussée.

Après avoir annoncé que l'ordre du jour appelle la discussion sur le maintien ou la suppression des patentes, M. le président dit : Il, le Commandant en chef vous exprime les idées qui lui a suggérées la tendance de quelques membres de la commission à transiger sur le droit d'ostre ou les droits, que nous connaissons tous, de la propriété privée.

Il a ajouté : Que de nos concitoyens et de nos amis diront, il croit qu'il serait plus utile, plus profitable de se préoccuper des moyens de le supprimer ; de rechercher des éventuelles combinaisons fiscales les ressources indispensables au fonctionnement de l'administration, afin de pouvoir réaliser cet objectif des anciens résidants du pays : *Perpetuus port frans*. Il considère parfaitement que ce grand changement ne peut venir que par l'intermédiaire d'un budget qui intègre toutes les dépenses et a le droit de trouver une somme de 250,000 francs pour abstraction faite de la dette subvenante métropolitaine : 116,229, + 30,000 = 146,229 francs, forme à peu près la moitié de notre budget des recettes; mais en attendant que la transformation puisse s'opérer sans troubles dans nos finances et dans la perception des impôts, il verra avec satisfaction qu'on se prépare à y arriver graduellement ; or c'est en mode en assez ravi que nous sortirons si les conditions sont telles que l'abolition de la propriété privée disparaîtra pour être remplacée par une augmentation du droit d'ostre.

M. Chauvelot ne voit qu'un seul but à poursuivre actuellement : la suppression des patentes, pour établir une concurrence sur une plus grande superficie pour la vie matérielle. Quant à *Perpetuus port frans*, il ne le désire ni ne l'attend.

M. Pison général n'y a pas pris de surprise pour le moment les patentes, mais pour ce qu'il y a de la vie matérielle ; il y a lieu de les réduire.

M. de Peyronny fait remarquer que l'augmentation du droit d'ostre éteintrait ma métropole.

Les riches négociants qui recevaient des marchandises peuvent les relier immédiatement en payant tous les droits qu'ils ont à supporter, tandis que le négociant moyen n'aura pas de moyen de se servir de l'impôt, perdrait l'objectif de son budget et de la vente de ses marchandises, qui seraient alors plus élevées au prix qu'aurait payé l'importateur.

M. Langonnin fils dit : On veut faire de la suppression du droit de portation une question de liberté de commerce. Le but ne sera pas atteint par les mesures qu'on propose, car, ainsi qu'il a déjà dit avec juste raison, ce que le commandant ne pourra pas faire sans l'empêcher de passer le port, sans être dans le droit de faire ce qu'il a à faire, mais il peut empêcher les potentiels qui l'ont choisi de faire ce qu'il a à faire.

M. Langonnin fils dit : On veut faire de la suppression du droit de portation de taxes nouvelles. Cela ne paraît pas possible, négligeant au moins pour le moment cette tâche de concurrence qui pourra venir en son temps, et cherchons, en regardant dans la situation actuelle, le moyen le plus raisonnable et le plus évident de modifier l'administration, les lois édictées, et à adapter.

M. de Peyronny dit à M. Langonnin fils que le rôle dont il s'agit ne peut être réalisé par *Perpetuus port frans*, non applicable.

M. le Président fait une pause, mais M. Pison déclare que ce retour n'est pas sérieux, car il ne rapporte pas moins de 215 millions au Anglais, le seul pays où il soit appliquée et auquel il n'existe pas d'exportation.

M. le Président fait une pause, mais M. Pison déclare que ce retour n'est pas sérieux, car il ne rapporte pas moins de 215 millions au Anglais, le seul pays où il soit appliquée et auquel il n'existe pas d'exportation.

M. le Président fait remarquer que l'abolition du droit d'ostre a été pratiquée dans le monde entier, et c'est probablement l'empêchement de l'importation. Mais l'obstacle vient, d'après d'autres autorités, en tout cas il faut éteindre M. Thiers, des mesures inégalitaires qui seraient la conséquence nécessaire de cette application, au moins d'autant jusqu'au droit de préemption, qui peut paraître un peu hardi.

Ensuite, ajoute-t-il : Il n'est pas possible d'établir l'impôt sur le revenu. D'autre part, il y a une somme importante de propriétés rurales ouvrières qui sont dans le état de la propriété privée.

En conservant, comme dans l'avant, l'impôt des patentes et en admisant la proportionnalité, nous atteignons le résultat commercial, la revue totale.

Le revenu professionnel, c'est déjà laissé ; et nous sommes dans le de nos pas nous laisser dans l'obscurité, puisque nous ne pouvons pas prendre des modifications dans la législation sociale, mais nous devons nous tenir dans l'obscurité, mais nous devons nous tenir dans l'obscurité.

M. de Peyronny ne pense pas que l'on puisse supprimer les patentes.

M. Martel voit l'augmentation du fonds de mer et la diminution et la suppression des patentes.

M. le président fait remarquer que l'impôt de mer n'est pas en discussion.

M. Langonnin fils dit qu'il a fait des propositions pour établir des patentes très excessivement faibles ; mais il a aussi proposé des patentes proportionnelles.

M. le président pose la question de savoir si les patentes sont supposées ou non.

M. de Peyronny ne pense pas que l'on puisse supprimer les patentes.

M. Martel voit l'augmentation du fonds de mer et la diminution et la suppression des patentes.

M. le président fait remarquer que l'impôt de mer n'est pas en discussion.

M. Langonnin fils dit qu'il a fait des propositions pour établir des patentes très excessivement faibles ; mais il a aussi proposé des patentes proportionnelles.

M. le président pose la question de savoir si les patentes continuera à exister.

M. le président regrette de ne pas avoir sous les yeux le rapport de la sous-commission des patentes qui se trouve actuellement entre les mains d'es secrétaires adjoints. Non pourtant prendra pas à la discussion du rapport, il pensera pour utiliser le temps de la commission, pourraient revoir la législation locale afin de s'entendre sur les modifications qu'il conviendrait d'y apporter.

Il donne alors lecture de l'article 20 de l'arrêté du 10 décembre 1871 qui oblige les commerçants à prendre une police pour l'assurance de leur marchandise, et il pense qu'il y a lieu d'appliquer la loi métropolitaine, qui décide que le commerçant est imposé par les agents du fisc après l'ouverture des marchandises.

La commission décide de plus que le vote précédent implique la suppression de l'article 20 de l'arrêté du 10 décembre 1871, ainsi écrit :

Art. 20. (Extrait) « Les patentes de nos concitoyens qui sont soumises seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Il est à noter que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

Puis M. le président donne lecture du § 1er de l'article 21 du 10 décembre 1871, ainsi écrit :

« Tous les citoyens qui emploient des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Il est à noter que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La commission décide que le paragraphe sera ainsi libellé : « Tous individus qui possèdent des concitoyens qui sont soumis seraient pas assurées par la loi 20 décembres.

Le président fait remarquer que l'ordre de la séance est de prendre une police pour ass

La partie fixe et la partie proportionnelle doivent-elles être émises ou non?

Cet article de loi, est destiné à la dualité du commerce ou de l'industrie, ou à l'industrie ou à la navigation; et les résolutions de la commission d'agriculture, qui ont été adoptées, sont dans ce sens, puisqu'elles déclarent que le budget de 1880 doit la maintenir, le droit de vote est toujours unique, tandis que le droit proportionnel pèse sur chaque établissement.

Il rapporte que M. L'Institut des fils a présenté des propositions à ce sujet.

M. Moro, le député modéliste prend part à cette discussion.

Le peuple expose qu'il faut renoncer à ces élections, car la régularité de l'élection ne pourra être acquise.

Le conseil passe à voter dans sa proposition établie une règle concernant tous les intérêts.

La commission admet en principe que la partie comportera un droit fixe et un droit proportionnel.

M. le président demande alors lecture de l'article 24 de l'arrêté du 10 décembre 1874, ainsi conçu:

« Les personnes publiques industrielles ou commerciales dans un même lieu ou dans plusieurs lieux ou dans plusieurs établissements, industrielles ou commerciales, relèvent plus spécialement de l'autorité différenciée, soit pour des raisons industrielles, soit pour commerciales. » Ce droit aux élections le plus étroit de tout cas n'a pu servir à l'ordre électoral, mais il a été appliqué à l'ordre administratif.

Ainsi, dans les circonscriptions proposées par M. Mangeot au sujet de la proportionnalité, basées sur la valeur locative, M. le président donne lecture de l'article 9 de ladite loi, ainsi écrit:

« Le droit proportionnel est étendu sur la valeur locative, tout ce qui concerne l'industrie que ce soit magasins, boutiques, salles, ateliers, garages, réservoirs, chambres et autres lieux dépendent de l'autorité différenciée. » Il est alors décidé que le budget au moins excepte tout caractère, « à l'ordre locative est réservé, soit au niveau de base cadastrale, soit par communautés ou par établissements, soit par secteur, soit par établissement, soit tout ensemble, de sorte évidemment, et il diffère de ce basé sur l'appréciation. »

Le droit proportionnel pour les intérêts et les établissements industriels est établi sur la valeur locative, mais il est également étendu à tous les biens non marchands de production.

La commission reconnaît que ce droit devrait nécessairement statuer sur la question en litige et renouveler la solution à la question émise.

L'ordre du jour reste le même.

La séance est close à 14 h. 15.

De tout ce qui précéde il a été rédigé la présent procès-verbal qui a été signé par les membres du bureau: — L'Aménagement de l'Assemblée, le Bureau, le Comité, le Secrétaire, le Gérard, le Chiffre et le Listre.

Nouvelles de France.

Le Herald de Sydney du 3 au 14 juillet inclus, rega par le **Advertiser**, contient les dépêches télégraphiques suivantes :

Londres, 14^e juillet. — Une grande agitation régne à Paris et autres localités au sujet de l'expulsion des jésuites du territoire français. L'Assemblée a été employée en plusieurs endroits, et les militaires ont dû prêter aide à la police dans l'accomplissement de sa mission.

Paris, 3 juillet. — Le projet de loi accordant amnistie plénière et entière aux communistes, adopté le 1^{er} du courant par la Chambre des députés, sera présenté au soir au Sénat. Après une discussion très-animee, il a été rejeté à une faible majorité. Un amendement a alors été présenté accordant amnistie aux individus comprenant les deux tiers des affaires de la Commune, mais excluant de la mesure les auteurs de crimes de droit commun. Ces amendements a fini par être adopté par le Sénat.

Paris, 7 juillet. — Ayant obtenu la Chambre des députés à discuter l'amnistiement de Saxe au profit du gouvernement qui accordait amnistie plénière aux communistes, la Chambre a tout d'abord rejeté l'amnistiement ; puis elle a accepté un compromis par lequel amnistie sera accordée à toute personne que le Président Grévy jugera digne de pardon avant le 15 juillet, jour fixé pour la célébration de la grande fête nationale de la France.

Paris, 12 juillet. — Henri Boeuford a profité des premiers de l'encé d'amnistie. Il a quitté Genève pour Paris : ses amis et admirateurs lui ont fait une ovation à son arrivée en cette ville.

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE

Dépêches extraites du Courier de Son Fraternel.

BELGIQUE.

Bruxelles, 7 mai. — Une discussion orageuse a eu lieu à la Chambre des représentants aujourd'hui, au sujet de la prolongation de la loi relative au traitement des étrangers en Belgique. Le ministre de la justice a annoncé que la ligne de conduite adoptée par le gouvernement français envers les jésuites, malgré ces derniers à venir en Belgique et alors le même résultat que la loi expulsant les congrégations religieuses en Allemagne. Si les conféries viennent en Belgique, la loi sera mise en vigueur à leur égard.

Bruxelles, 9 mai. — Le projet de prolongation de la loi relative au traitement des étrangers en Belgique a été adopté en entier, hier, par la Chambre des représentants. La loi sera appliquée aux jésuites venant de France comme elle l'a été aux ordres religieux expulsés d'Allemagne.

Auvers, 9 juil. — Aux dernières élections belges pour remplacer les membres sortants de la députation, les libéraux l'ont emporté à Bruxelles, défaisant les socialistes. Le parti catholique a obtenu à Auvers une grande majorité.

SUÈDE.

Göteborg, 31 mai. — Le Grand Conseil de Göteborg a adopté un projet de loi d'après lequel, et dans un temps donné, l'Etat et les communes n'accorderont plus aucun subside dans un but religieux. Cette résolution comprend aussi bien les églises catholiques que les églises protestantes de ce canton.

Berne, 31 mai. — Le Comité du Conseil National nommé pour examiner les questions d'administration fédérale, a discuté l'effet de l'expulsion projetée des jésuites de France, et a demandé au Conseil fédéral de prendre des mesures pour empêcher leur établissement sur le territoire suisse.

ALLEMAGNE.

Berlin, 30 avril. — En raison du refus du Reichstag d'accorder une subvention à la Compagnie commerciale des mers du Sud, les directeurs de cette entreprise ont risqué de courroux les actionnaires afin de nommer des liquidateurs pour régler les affaires de la compagnie.

— 1 —

Berlin, 5 mai. — Il est question de mettre en communication directe Berlin avec Altona au moyen d'une nouvelle voie ferrée. La meilleure partie du comté de Schleswig-Holstein se fait par Altona et Hambourg. Si donc cette proposition est faite, elle n'a d'autre but que d'éviter la ville libre. Ces procédures exciteront la plus grande indignation dans Hambourg, et des assemblées publiques sont convoquées pour protester contre eux.

Berlin, 7 mai. — Le général Chanzy, ambassadeur de France en Russie, est arrivé ici et a eu une entrevue avec Bismarck.

Berlin, 15 mai. — Comme parfois se trouvent sans prétexte, et il ne peut en être nommé aucun jusqu'à ce que les évêques consentent à soumettre les noms de leurs candidats à l'approbation du gouvernement. On croit cependant dans les cercles du gouvernement que le Pape incline à céder, car il croit que le pouvoir de la papauté ne soit égale par des délais plus prolongés. Pour rétablir ce pouvoir, le Pape est disposé à faire quelques sacrifices pour le moment, ainsi que d'importantes concessions. La Pape renoncera, dans un premier temps, à la partie de la loi des jésuites.

Berlin, 17 mai. — Les négociations sont presque terminées concernant la guerre contre Bismarck et de sauver la population catholique contre le gouvernement. La première réunion importante des ecclésiologues a eu lieu à Düsseldorf, en Westphalie, et 20,000 personnes y ont assisté, parmi lesquelles se trouvaient des moines et les principaux fonctionnaires. La réunion a placé définitivement l'attitude du centre ou Reichstag et a exprimé l'espérance que les catholiques déposeraient devant le Reichstag une loi rendant les ministres responsables de leurs actes et réclameraient l'abolition totale des lois de moe.

Berlin, 23 mai. — Le conseil fédéral a réussi de faire entrer Altona dans le territoire dominaire. — Le prince de Bismarck a délivré l'ordonné de préparer la future conférence européenne, et il a désigné pour le remplacer le prince de Hohenlohe.

ESPAGNE.

Madrid, 1^{er} mai. — Le club télégraphique sous-marin reliant Singapour aux îles Philippines est posé.

Madrid, 15 mai. — Dans la séance du congrès, senior Bustillo, ministre des colonies, répondant à une question posée par un député catalan, dit que le gouvernement proposera d'introduire une réforme dans le système d'instruction publique à Cuba, et d'établir des écoles d'agriculture. Mais il a dit qu'il était impossible, quant à présent, d'exécuter les réformes ecclésiastiques et professeur.

Madrid, 16 mai. — Le général Campello, au Sénat, et Suárez dans la Chambre des députés, déclarent que toutes les nuances du parti libéral dynastique ont décidé de se réunir, et qu'après le vote des budgets, ce parti provoquera un débat tendant à proclamer leur politique libérale dans les questions espagnoles et catalanes. L'avertissement préalable d'une tentative de renversement dirigée contre le ministre de Castille par la fusion des partis libéraux dynastiques a produit une profonde sensation à Madrid.

Madrid, 19 mai. — Près de cent-dix et quarante députés en plus de MM. Posada, Herrera, Alonso Martínez, les marchands de tabac, José Jovellar et toute principale générale des guerres civiles et coloniales ont approuvé la proposition de formation d'une coalition libérale dynastique contre le gouvernement de senior Caamaño du Castillo.

Madrid, 20 mai. — Dans la Chambre des députés, le ministre de l'intérieur a dit, en réponse à une question demandant si les dernières nouvelles de Cuba étaient d'un caractère alarmant, qu'un mouvement de la démission du général Campos il y avait dans l'île 8,000 insurgés, et qu'à l'heure actuelle on en comptait à peine 600.

Madrid, 21 mai. — Une bande de révolutionnaires se dirige vers Chevila, dans la province de Castille. Des colonnes de troupes la poursuivent vivement.

Madrid, 22 mai. — Les émeutes de Barcelone sont dues aux agissements des intrus. Les fidèles et les démentes, dont les réunions et assemblées secrètes s'inspirent de Zorrilla et de Salavina, sont en voie de réorganiser une démocratie révolutionnaire parmi les artistes et la classe moyenne des grands centres. Parmi les personnes arrêtées il se trouve un grand nombre d'agitateurs politiques et de socialistes bien connus.

On vient de recevoir de l'explorateur américain Stanley des nouvelles qui font présager l'établissement prochain de relations commerciales avec les populations habitant les régions du fleuve Livingstone. M. Stanley écrit à Vivi, ville située à vingt-cinq milles de Bambala, port de l'embouchure du fleuve Livingstone. Ses lettres datent du 21 janvier dernier. C'est à Vivi que s'élève la permanente station destinée au ravitaillement de l'expédition qui dirige le célèbre explorateur. D'autres stations seront organisées plus avant du côté de l'est par les deux détachements de l'expédition, qui comptent se rejoindre avant un ilôt au centre du continent. Une embarcation a été perdue en route ; les marins portent des bours d'eau et les montagnes, et il a été des départs nombreux les bateaux à vapeur de l'expédition naviguant sur le bas Congo, entre Bambala et la côte, transportant les marchandises vers Vivi. M. Stanley est accompagné de dix-sept Européens : deux Anglais, deux Danois, quatre Belges, deux Portugais, un Italien, un Français et trois Américains. Avec l'aide des noirs de Zanzibar, les voyageurs se livrent souvent à la classe de l'antilope dans les forêts, ou de l'hippopotame et du crocodile sur le Congo.

— Dans les premiers jours de janvier 1880, un célèbre ascensionniste anglais, le P. E. Whymper, a fait l'ascension du Chimborazo. Il a fallu dix jours pour arriver de Rio Bambala aux deux tiers de la hauteur du pic. « Les difficultés, écrit M. Whymper au consul anglais à Guayaquil, ont été plus grandes que je ne l'imaginais, à cause du vent et de la rarefaction de l'air. Nous avons conservé en bon état jusqu'à sonnet un baromètre à mercure. Le température était, en haut du Chimborazo, à 11° Fahrenheit (— 11° 67 centigrades). La montagne a deux crêtes ; la plus élevée a 6,700 mètres au-dessus du niveau de la mer et 3,645 mètres au-dessus de la vallée de Quito. Nous avons fait l'ascension de ces deux crêtes. Il n'y a pas de cratère. »

— Le capitaine Boyton, qui s'était fait une certaine réputation avec son appareil de sauvetage, s'était blessé gravement il y a quelque temps en battant contre un vaisselle pendant une de ses expéditions. Il vient de mourir à New-York des suites de ses blessures.

